

le Parisien

JEUDI 5 JUIN 2008

www.leparisien.fr

N° 19827

COUP D'ENVOI HIER A L'ELYSEE

Un Grand Paris : pour quoi faire ?

AMENAGEMENT. Les dix architectes sélectionnés pour imaginer le Grand Paris ont été reçus par Nicolas Sarkozy. Les premiers projets, qui viseront à dynamiser la capitale et sa région pour en faire une grande métropole, seront dévoilés début 2009. **PAGES 2 ET 3**

Sarkozy commande

AMENAGEMENT. Le chef de l'Etat a reçu hier les dix architectes sélectionnés pour poser les bases du Grand Paris, une métropole qui pourrait s'étendre bien au-delà des frontières de l'Ile-de-France. Urbanistiques, écologiques et politiques, les enjeux sont énormes.

L'ÉTAT son grand projet : Georges Pompidou a eu le centre Beaubourg, François Mitterrand la Pyramide du Louvre, Jacques Chirac le musée du Quai Branly, Nicolas Sarkozy a lancé hier son Grand Paris. Le chef de l'Etat a reçu à l'Élysée les dix architectes et urbanistes sélectionnés après appel d'offres pour réfléchir d'ici au début 2009 à l'aménagement de la région parisienne. Objectif : créer dans les années à venir une métropole du XXI^e siècle, le Grand Paris.

« Vous avez la capacité absolue de rêver »

« Je ne veux pas une ville virtuelle, je veux des projets, vous avez la capacité absolue de rêver, les moyens avec », a lancé le chef de l'Etat aux architectes. Roland Castro, homme de gauche longtemps proche du Parti communiste et sélectionné parmi les dix, a été étonné par sa « détermination » : « On aurait dit un chef d'escadron devant ses aviateurs à qui il disait : on décolle dans trois minutes ! » Pour Nicolas Sarkozy, ce n'est que le début d'une offensive généralisée sur la région parisienne. Il y a un an, lors



d'un discours à Roissy, il avait dénoncé le retard pris par l'Ile-de-France en matière d'aménagement et d'économie. Il ravivait alors le vieux serpent de mer du Grand Paris, sorte de supercapitale s'étendant au-delà du périphérique pour mieux répondre aux problématiques modernes d'une grande ville. Une intervention jugée « autoritaire » à l'époque par les élus de gauche d'Ile-de-France, comme le président PS de la région, Jean-Paul Huchon, qui y voyait un « retour du bonapartisme ». Depuis, le chef de l'Etat a lâché du lest et nommé Christian Blanc comme secrétaire d'Etat à l'Aménagement de l'Ile-de-France, avec pour mission de maintenir le dialogue avec les élus locaux terrifiés de perdre leurs prérogatives. Celui-ci doit aussi lui remettre les conclusions de son travail pour une « nouvelle gouvernance » de la région parisienne en 2009. « Hier, le chef de l'Etat nous a bien précisé que nous ne devons pas nous brider avec le problème des institutions, a rappelé l'architecte Christian de Portzamparc. Il veut d'abord des projets, le reste, il s'en occupera après. »

SÉBASTIEN RAMNOUX

Le « cheval de Troie politique » de l'Élysée

LE GRAND PARIS est-il le « cheval de Troie » de l'Élysée contre la gauche en Ile-de-France et, au-delà, une recentralisation transposable aux 22 régions socialistes ? Depuis septembre, l'idée d'une nouvelle « gouvernance » en Ile-de-France a placé Jean-Paul Huchon, patron du conseil régional, et Bertrand Delanoë, maire de Paris, sur la défensive. Quand elle n'a pas attiré leurs rivalités... Cela n'est évidemment pas pour déplaire à Nicolas Sarkozy qui juge l'Ile-de-France paralysée par un « concours d'immobilisme » permanent. « C'est bien évidemment une offen-

sive en vue des régionales de 2010 », réplique Jean-Paul Huchon. Pour lui, la réunion des architectes à l'Élysée intervient « comme par hasard » à dix jours de la publication de l'enquête publique du schéma directeur d'Ile-de-France (Sdrif). Une prospective menée depuis trois ans avec les communes et les associations sur le devenir de la région que l'initiative élyséenne relègue au second plan. En dénonçant de concert « l'opération de communication » de l'Élysée, Bertrand Delanoë et Jean-Paul Huchon se serrent les coudes : ils ont compris que les formes institutionnelles du Grand Paris conditionnent leur avenir politique. Faut-il constituer un simple « syndicat mixte » permettant de ménager les susceptibilités de tous, y compris des barons UMP qui ne veulent pas partager les richesses de leur taxe professionnelle communale ? Privilégier une communauté urbaine plus ambitieuse ? Ce choix est volontairement remis à plus tard et avec lui la question de savoir qui pilotera la machine. « Le débat essentiel de la gouvernance viendra en 2009. Nicolas Sarkozy n'en a pas une idée arrêtée. Ce qu'il veut, c'est que ça marche. Il prendra les initiatives adaptées pour une intervention forte de l'Etat », précise Roger Karoutchi, président du groupe UMP d'Ile-de-France. Il pourrait s'agir d'une loi-cadre assortie d'ores et déjà d'une réflexion sur les différents niveaux de collectivités. L'idée que les régions françaises ne sont plus à l'échelle de la concurrence européenne n'est pas écartée. « Pourquoi pas dix grandes régions au lieu de 22 ? » s'interroge le ministre.

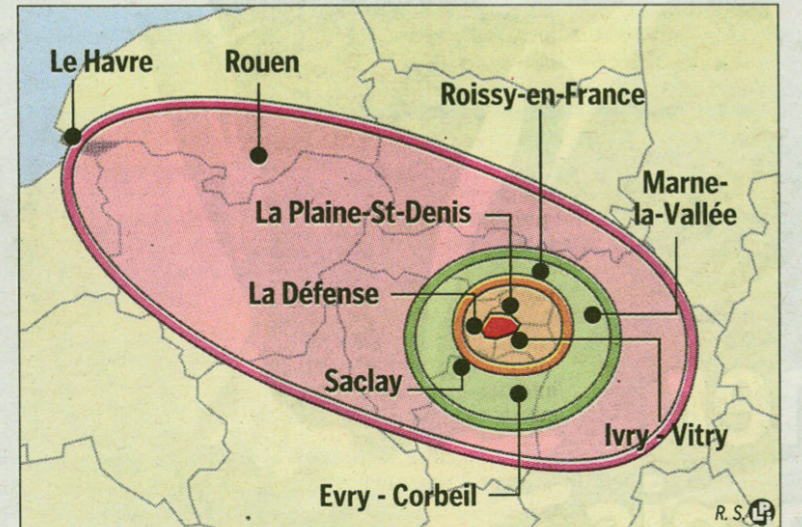
MARTINE CHEVALET

Cinq questions pour comprendre

- Pourquoi un tel projet ?** Ceinturé par le périphérique, Paris étouffe et n'arrive plus depuis longtemps à faire face aux demandes de logements. Les transports sont proches de la saturation avec des situations tendues sur les RER A et D, des métros surchargés sur les lignes 4, 5 et 13 ; tandis que la pollution se réduit difficilement. Economiquement, la capitale reste derrière Londres, perd des parts de marché sur les foires internationales et salons au profit de villes émergentes, comme Barcelone. Enfin, elle ne parvient pas à attirer les meilleurs étudiants et chercheurs.
- Quel calendrier ?** Les dix cabinets d'architectes viennent d'être désignés par un jury piloté par le ministère de la Culture. Ils ont jusqu'à début 2009 pour travailler. Trois réunions auront lieu avec toutes les équipes en septembre, novembre et janvier. Les projets seront remis fin janvier, avant une exposition à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris. Les premiers d'entre eux pourraient voir le jour d'ici quatre ans.
- Qui dirigerait le Grand Paris ?** Certains pensent à supprimer les trois départements de la petite couronne autour de la capitale

pour créer une « super-ville » sous l'autorité d'une même gouvernance. D'autres préfèrent l'option minimale où l'on ne touche rien mais où l'on renforce la coopération sur certains thèmes (logement, environnement, transports...). Difficile à imaginer lorsqu'on évoque un Grand Paris jusqu'au Havre ! Pour l'instant, cette question divise le monde politique.

Un périmètre variable



Rien ne permet aujourd'hui de localiser le futur Grand Paris, s'il voit le jour. Lorsqu'on prend en compte les différentes options défendues par les politiques, trois périmètres se dégagent. Le premier se limite à la capitale et à la petite couronne. Le second englobe plus largement les grands pôles économiques autour de Paris. Enfin, la troisième hypothèse dépasse les frontières franciliennes pour aller jusqu'au Havre...

le Parisien

LE FAIT DU JOUR	2 et 3
LA POLITIQUE	4 et 5
VIVRE MIEUX	6
L'ECONOMIE	8 et 9
LES FAITS DIVERS	10 à 13
LES SPORTS	14 à 17
LE SPORT HIPPIQUE	18 à 21
LES ANNONCES, LE CARNET	22 à 28
LES SPECTACLES	29 à 31
LA TELEVISION	31 à 34
LES JEUX	35
LA METEO, L'HOROSCOPE	36
LE KENO, LE LOTO	12

Retrouvez vos informations départementales, la circulation, les annonces judiciaires et légales en cahier central

CLES

- 11 577 000.** Nombre d'habitants en Ile-de-France (2 153 600 à Paris).
- 6,9 %.** Taux de chômage en Ile-de-France. La région concentre 29 % de la richesse nationale.
- 374 000.** Nombre de demandeurs de logements sociaux en Ile-de-France (dont 109 000 pour Paris).
- 18 322 €.** Revenu moyen par an par ménage en Ile-de-France. Supérieur de 19 % aux autres régions, mais avec pour mission de maintenir le dialogue avec les élus locaux terrifiés de perdre leurs prérogatives. Celui-ci doit aussi lui remettre les conclusions de son travail pour une « nouvelle gouvernance » de la région parisienne en 2009.
- Les cabinets retenus :** Richard Rogers (Mike Davies), Finn Geipel, MRDV (Winy Maas), Bernardo Secchi ; côté français : Jean Nouvel, Christian de Portzamparc, Roland Castro, Djamel Klouche, Yves Lion, Antoine Grumbach.

son Grand Paris

Certains des dix cabinets d'architectes mobilisés par le Grand Paris ont accepté de livrer quelques pistes sur leurs futurs projets.

« Les ministères en banlieue »

ROLAND CASTRO, 68 ans

LE GRAND PARIS, il y pense depuis quarante ans. Roland Castro, auteur de nombreux projets en Ile-de-France et à l'origine du plan Banlieue 89, n'a qu'une seule obsession : réhabiliter la banlieue, lui offrir les signes du pouvoir et du prestige. Éphémère candidat à la dernière présidentielle, il propose à nouveau, aujourd'hui, les idées-choix qu'il avait lancées pendant sa campagne, comme installer tous les ministères en banlieue et l'Élysée en Seine-Saint-Denis. Il fourmille de projets, comme faire du parc de La Courneuve (93) le « parc Monceau » de la banlieue, ou encore créer un tramway géant, faire des Champs-Élysées dans le 93...

« Le Havre, port de Paris ! »

ANTOINE GRUMBACH, 66 ans

PARIS, ROUEN, LE HAVRE, une seule ville dont la Seine est la rue. » Antoine Grumbach, architecte paysagiste qui a conçu les aménagements urbains du tramway parisien, fait sienne cette maxime de l'historien Jules Michelet. « Il faut faire du Havre le port de Paris, marée l'architecte. Toutes les grandes métropoles du futur doivent avoir un débouché portuaire. Le long de la Seine, en plus de la voie fluviale, il y a des routes et des voies ferrées. C'est là que peut se développer la grande métropole parisienne, un modèle de ville durable. De plus, le fleuve contribuerait à donner une forte identité à cette grande ville et permettrait, pourquoi pas, grâce à une liaison ultrarapide, de partir de Paris et d'aller prendre son déjeuner au bord de la mer. »

EUX, ILS Y CROIENT

L'HEURE OÙ NICOLAS SARKOZY recevait les architectes chargés de plancher sur le Grand Paris, nous avons demandé à un responsable de la SNCF, un membre d'association de banlieue et un chef d'entreprise de réagir sur le projet.

■ **Faire sauter les bouchons ferroviaires.** Thierry Mignauw, directeur du réseau SNCF d'Ile-de-France, dresse les atouts qu'il voit au Grand Paris : « Le projet m'intéresse parce qu'il offre la capacité de résoudre mieux et plus vite les problèmes posés à la région parisienne. Il faut dépasser les querelles et les polémiques pour dégager des consensus. En matière de transport notamment, qui est sujet structurant pour l'avenir de la région, les enjeux sont très importants. Le réseau des transports ferroviaires d'Ile-de-France a vu son trafic augmenter de 25 % en huit ans. C'est considérable ! On n'a pas pu suivre. D'où les pro-



PALAIS DE L'ELYSEE (PARIS VIII^e), HIER. Nicolas Sarkozy, ses ministres Christine Albanel et Jean-Louis Borloo ont reçu dix architectes et urbanistes de renom. Objectif : imaginer le Grand Paris du XXI^e siècle, sorte de supercapitale aux frontières étendues. (AFP/REMY DE LA MAUVINIÈRE ET LP/ALAIN AUBOIROUX.)

blèmes de retards et de saturation. Si le Grand Paris aide à prendre les bonnes orientations et à accélérer la mise en œuvre des solutions, ce sera très bien.

■ **Une chance pour la banlieue.** Améziane Abdal, président de l'association Zy'va, qui organise des cours de soutien scolaire pour les enfants du quartier du Petit-Nanterre, est formel : « L'intérêt principal du Grand Paris serait à mes yeux de rééquilibrer les territoires en améliorant la vie des banlieusards. Aujourd'hui, Paris concentre toutes les grandes écoles et les centres culturels importants. Je rêve de voir s'installer de belles salles de spectacle à Saint-Denis ou à Créteil. Il y a par ailleurs des différences notables entre les départements, en termes de richesse, d'infrastructures ferroviaires ou de logements sociaux. On le voit dans les Hauts-de-Seine, où de nombreuses villes ne contribuent pas assez à l'effort général en matière de construction de

HLM. En s'affranchissant de l'échelon local, le Grand Paris permettrait peut-être de décloisonner les choses. Mais je ne suis pas naïf : je sais très bien que ça coïncide au niveau des départements et de la région, qui veulent continuer à gérer leur pré carré. Si le Grand Paris ne sert qu'à rajouter une couche supplémentaire, alors ce n'est pas la peine. »

■ **Nous nous préparons déjà.** Le Grand Paris, Alain Ziegler, chef d'entreprise, l'appelle ardemment de ses vœux : « C'est une démarche excellente à laquelle nous nous préparons déjà. » Le patron de Rand, l'un des leaders de la bijouterie fantaisie, avec un chiffre d'affaires de 35 millions d'euros et 180 salariés, arbore des marques populaires comme Bala Boosté ou Lollipop. Pour lui, il n'y a plus de place intra-muros pour des activités artisanales ou semi-industrielles. Rand s'approprie ainsi à délocaliser ses ateliers de montage et de préparation de commandes de bijouteries à Pantin

(Seine-Saint-Denis). Quelque 60 employés vont bientôt quitter les trois immeubles du III^e arrondissement de Paris. « Avec les voies piétonnes et les contraintes logistiques qui interdiraient aux camions de circuler à certaines heures, ce n'est plus possible de continuer à travailler comme par le passé », souligne Alain Ziegler. Le regrette-t-il ? « Au contraire. Cela libèrera de la place dans nos locaux parisiens pour l'accueil de la clientèle et les ateliers de style... » Ce qu'il attend du Grand Paris ? Une meilleure transversalité des transports en commun. « Aujourd'hui, les lignes SNCF et RATP sont toutes dirigées vers la capitale, alors les salariés qui habitent dans les banlieues du nord-est doivent se rendre à la gare du Nord puis prendre le RER pour rejoindre Pantin. C'est absurde. J'espère que le projet permettra de rationaliser tout ça. »

JANNICK ALIMI, MARC LOMAZZI ET FRÉDÉRIC MOUCHON

« Nouveau départ pour le musée du Bourget »

MICHEL CANTAL-DUPART

ASSOCIÉ à Jean Nouvel dans la réflexion sur le Grand Paris, Michel Cantal-Dupart, urbaniste qui a travaillé avec Roland Castro à Banlieue 89, ne veut pas sous-estimer le côté culturel de l'enjeu : « Le metteur en scène et créateur des Deschiens Jérôme Deschamps participera à nos travaux. L'aspect lié à la culture est déterminant : regardez le magnifique musée de l'Air du Bourget (Seine-Saint-Denis), absolument sous-exploité ! Il pourrait devenir le futur grand musée national. On pourrait même faire une place de l'Etoile sur la place Lindberg, devant l'entrée. »

« Développer une multitude de petits transports »

MIKE DAVIES, 66 ans, (Angleterre)

ASSOCIÉ au célèbre Richard Rogers, qui a conçu Beaubourg avec Renzo Piano, Mike Davies part « l'esprit libre, sans aucun a priori » sur ce qu'il proposera. Cet Anglais excentrique a cependant une obsession : réduire la circulation automobile. « Nous allons travailler sur le développement d'une multitude de petits transports en commun, des microliasons entre les quartiers et les centres de vie, qu'on pourra héler d'un signe de main. Ils deviendront des nouveaux lieux de convivialité. »

« Un grand espace pour identifier l'Ile-de-France »

WINY MAAS, 48 ans, (Pays-Bas)

CANDIDAT malheureux à la rénovation du trou des Halles à Paris, l'architecte hollandais souhaite continuer ce qu'il avait imaginé à cette occasion : créer un vaste espace où tous les habitants d'Ile-de-France pourraient se retrouver et se reconnaître. « Ce serait une sorte de lieu idéal montrant la richesse et l'incroyable mixité de la région parisienne, qui a du mal à créer sa propre identité. »

S.R.

Cinq questions pour comprendre

1 Pourquoi un tel projet ?

Ceinturé par le périphérique, Paris étouffé et n'arrive plus depuis longtemps à faire face aux demandes de logements. Les transports sont proches de la saturation avec des situations tendues sur les RER A et D, des métros surchargés sur les lignes 4, 5 et 13 ; tandis que la pollution se réduit difficilement. Économiquement, la capitale reste derrière Londres, perd des parts de marché sur les foires internationales et salons au profit de villes émergentes, comme Barcelone. Enfin, elle ne parvient pas à attirer les meilleurs étudiants et chercheurs.

2 Quel calendrier ?

Les dix cabinets d'architectes viennent d'être désignés par un jury piloté par le ministère de la Culture. Ils ont jusqu'à début 2009 pour travailler. Trois réunions auront lieu avec toutes les équipes en septembre, novembre et janvier. Les projets seront remis fin janvier, avant une exposition à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris. Les premiers d'entre eux pourraient voir le jour d'ici quatre ans.

3 Qui dirigerait le Grand Paris ?

Certains pensent à supprimer les trois départements de la petite couronne autour de la capitale

pour créer une « super-ville » sous l'autorité d'une même gouvernance. D'autres préfèrent l'option minimale où l'on ne touche rien mais où l'on renforce la coopération sur certains thèmes (logement, environnement, transports...). Difficile à imaginer lorsqu'on évoque un Grand Paris jusqu'au Havre ! Pour l'instant, cette question divise le monde politique.

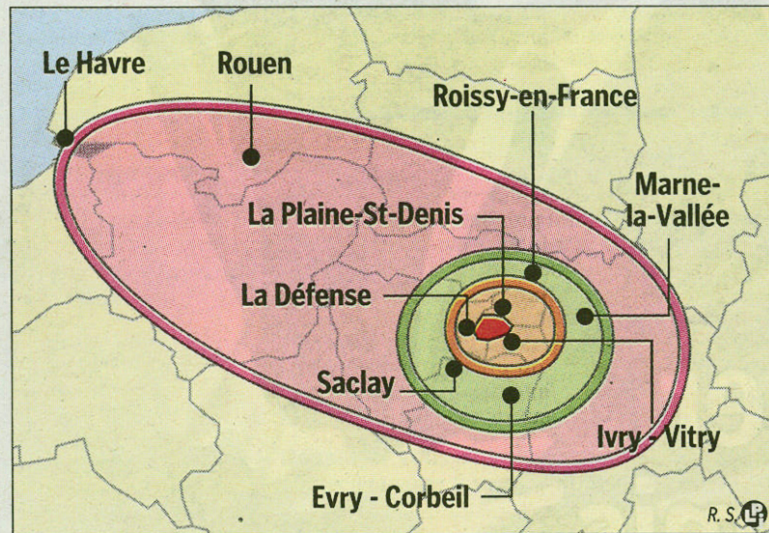
4 Les « nouvelles villes » vont-elles remplacer les « villes nouvelles » ?

Le terme a été lâché par le président de la République le 27 mai : « nouvelle ville ». Sarkozy souhaite en créer une ou deux en Ile-de-France. Le plateau de Saclay, qui s'étend à la limite de l'Essonne et des Yvelines, pourrait faire partie des premiers élus. Que se cache-t-il derrière ce concept ? L'inverse de la ville nouvelle, où l'habitat a primé sur tout le reste et qui rappelle « les folies des années 1960 » selon le chef de l'Etat, avec la naissance des futures cités sensibles. Le président souhaite faire de ces nouvelles agglomérations des villes du développement durable, où la construction de logements sera planifiée en fonction des transports en commun.

5 Est-ce un projet unique en Europe ?

Berlin, Londres, Lisbonne et Madrid sont déjà dotés d'une structure métropolitaine. Elle prend en charge tout ou une partie des problèmes communs aux différentes villes de l'agglomération. La compétence du Grand Londres s'étend, par exemple, sur un territoire grand comme quinze fois Paris. Elu au suffrage universel, le maire du Greater London Authority (GLA) gère un budget quasiment équivalent à ceux de la mairie de Paris et de la région Ile-de-France réunis.

Un périmètre variable



Rien ne permet aujourd'hui de localiser le futur Grand Paris, s'il voit le jour. Lorsqu'on prend en compte les différentes options défendues par les politiques, trois périmètres se dégagent. Le premier se limite à la capitale et à la petite couronne. Le second englobe plus largement les grands pôles économiques autour de Paris. Enfin, la troisième hypothèse dépasse les frontières franciliennes pour aller jusqu'au Havre...